

## LE MOT DU PRÉSIDENT

Le conseil d'administration de notre association a décidé, il y a un an, de développer un programme de formation. Celui-ci est principalement destiné à toutes les personnes qui, dans le cadre de leur activité, sont en contact avec des consommateurs de drogues.

*Coordination Toxicomanies* a déjà une expérience dans ce domaine : ainsi, au cours de ces dernières années, ont été formés des agents des espaces verts de la Ville de Paris, des postiers du 18<sup>ème</sup>, des gardiens d'immeubles, des agents des toilettes de la gare du Nord etc.

Pour mettre en place ce dispositif d'une manière plus professionnelle, il nous a été nécessaire d'investir dans l'équipement d'une salle de formation et dans la réécriture du guide destiné aux stagiaires. Ces dépenses ont pu être engagées grâce à une aide de la fondation Vinci.

Nous avons dû aussi effectuer les démarches pour répondre aux critères administratifs et pouvoir obtenir l'habilitation comme organisme de formation.

Cette offre de formation se déclinera autour de deux axes principaux :

- Faire acquérir aux stagiaires les connaissances et compétences pour mieux appréhender un environnement de travail impacté par la présence de drogues.
- Apprendre aux stagiaires à exercer et réagir dans une situation problématique générée par une activité de trafic et/ou de consommation de drogues.

Cette formation sera déclinée en modules afin de permettre de construire des programmes articulés sur mesure et adaptés aux besoins des entreprises, qu'il s'agisse de répondre à des préoccupations d'équipes confrontées dans l'exercice de leurs fonctions à une situation critique ou de programmer et conforter l'évolution d'une pratique professionnelle.

Jean BLOQUAUX

## LE MOT DE L'INVITÉE

Depuis presque 20 ans nous avons œuvré pour développer une parole citoyenne et peser dans les choix urbanistiques qui modifient profondément le 18<sup>ème</sup> à Paris – notamment le quartier Chapelle qui avait été abandonné pendant des décennies.

Au début des années 1990, rien ne nous prédisposait à réfléchir pour tenter d'agir sur les phénomènes de toxicomanie dans le quartier. Cependant, il nous est vite apparu que le rejet et la violence de nombreux habitants à l'égard des « drogués » résultaient de leur sentiment d'abandon et que l'absence de projets partagés avec eux en était un des éléments majeurs.

C'est donc sur ce constat que nous sommes intervenus dans l'accompagnement du devenir des consommateurs de drogues et que nous avons défendu, avec d'autres, la nécessité de structures d'accueil pour eux au sein de nos quartiers. Et c'est ainsi qu'est née *Coordination Toxicomanies*...

Il nous paraît absolument primordial de réfléchir, adapter, trouver des solutions et créer des services qui permettent à cette partie de la population soumise à l'addiction de ne pas être exclue des transformations urbaines en cours.

Nous, association de quartier, nous sommes donc engagés sans hésitation pour la création d'outils de prévention (point écoute jeunes) et pour la consolidation de structures de Réductions des Risques – avec l'exigence que ceux qui les prennent en charge aient le souci des attentes des habitants et en assurent le relais par leurs actions auprès des consommateurs de drogues.

La requalification urbaine et l'amélioration de la qualité de vie dans nos quartiers doivent aussi bénéficier aux plus exclus. C'est ainsi, nous semble-t-il, que l'ouverture d'une salle de consommation à moindre risque doit être entendue.

Siska Piérard  
Présidente de CACTUS INITIATIVES

## EN BREF

L'étude sur les usagers des CAARUD parisiens a fait l'objet d'une restitution dans le cadre de la journée « Usages de Drogues : Restitution de 3 études » organisée en avril par la Mission de Prévention des Toxicomanies de la ville de Paris, ainsi que d'une présentation en atelier au cours des journées nationales de la Fédération Addiction. L'étude est disponible au siège de l'association.

Quand évacuation et droit au logement s'articulent, 25 personnes ont été évacuées du squat Porte de La Chapelle en mars dernier et elles sont aujourd'hui hébergées à l'hôtel où elles bénéficient d'un accompagnement médico-social pour les aider à sortir de leur dépendance au crack.

La mairie de Paris a annoncé l'ouverture d'une salle de consommation à moindres risques sur une emprise SNCF du 10<sup>e</sup>, 39 bd de la Chapelle. Une réunion publique a eu lieu en mairie du 10<sup>e</sup> avec l'association GAÏA gestionnaire de cette salle, Mme Baudin, directrice de Première Ligne, association gérant « QUAL 9 » la SCMR de Genève, et M. Bertschy chef de la police judiciaire de Genève.

La Ville de Paris et le Conseil général de Seine St Denis ont créé la Mission Métropolitaine de Prévention des Conduites à Risques, basée à Pantin. Elle vise à créer une meilleure synergie en matière de prévention, de Réduction des Risques et d'insertion des personnes souffrant d'addiction en deçà et par-delà le périphérique.

## MUTATIONS URBAINES ET CONSOMMATEURS DE DROGUES

La requalification urbaine et sociale de nombreux quartiers des 18<sup>ème</sup> et 19<sup>ème</sup> arrondissements depuis une dizaine d'années est sans précédent.

Elle a profondément modifié le tissu urbain, les fonctionnalités et les modes d'occupation des espaces publics et amorcé une diversification des populations qui y vivent.

Les publics les plus fragiles, dont font partie de nombreux consommateurs de drogues fixés sur le Nord Est Parisien, ont été eux aussi impactés par cette mutation urbaine.

Le début des années 2000 était marqué par de nombreuses intrusions dans les espaces privatifs des immeubles et une très forte et très visible circulation des consommateurs de drogues sur l'espace public. Durant la décennie écoulée l'occupation et la présence des consommateurs de drogues des territoires se sont modifiées. A l'errance dans les quartiers s'est substitué le refuge dans des lieux reculés, éloignés du regard des habitants.

Ces lieux ont suivi le rythme des rénovations et peu à peu, au gré des résorptions des poches d'habitats insalubres et de la requalification des quartiers, les consommateurs de drogues se sont regroupés dans des squats de plus en plus éloignés des cœurs de quartiers et dans des espaces mal régulés comme les emprises

de friches industrielles ou les espaces publics peu investis par la population.

La prise en compte de cette « sur-relégation » des consommateurs de drogues a entraîné de nouvelles modalités d'intervention auprès de ces publics, à la fois par les soignants et les acteurs de Réduction des Risques présents dans le Nord Est Parisien mais aussi par l'ensemble des acteurs publics et institutionnels.

### Trois nouvelles modalités d'interventions

L'intervention des CAARUD (Centre d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des Risques pour Usagers de Drogues) s'est modifiée par le déploiement plus intense auprès des personnes dans la rue. L'accueil dans les structures s'est fait en portant une attention particulière à la situation vécue par les consommateurs de drogues en squat.

Depuis 2006, le soin en direction des « crackers » s'est étoffé avec la création d'un centre de soins au sein de l'association EGO, aujourd'hui AURORE-EGO, chargée de mettre en place des protocoles de soins pour les consommateurs polytoxicomanes « crackers ».

Au fil des ans, la mise en place de dispositifs de crise permettant les évacuations de squat en concertation

avec les forces de l'ordre, la Préfecture ou la Ville de Paris, afin de permettre des modalités d'hébergement hôtelier évitant la reconstitution immédiate de squats et de conforter ou d'offrir la possibilité d'un parcours de soins.

L'ensemble de ces évolutions, même si elles restent encore perfectibles, a permis d'accompagner les publics les plus relégués au bénéfice des rénovations et mutations urbaines. Elles n'ont été rendues possibles que par une volonté forte des pouvoirs publics d'adapter les politiques publiques aux réalités et à la compréhension du territoire ainsi qu'à l'engagement des acteurs de terrain dans ces nouveaux modes d'accompagnements des publics sous addiction.

Les cartographies présentées ici illustrent le mouvement des consommateurs de drogues et la modification de leur occupation de l'espace public au cours de ces dix dernières années.

C'est cette observation et le diagnostic qui a pu en être tiré qui ont permis l'évolution des interventions des professionnels, une dé-segmentation de celles-ci visant à ce que l'action en direction du soin des consommateurs de drogues, de leur insertion sociale puissent s'appuyer sur une offre d'hébergement et que les actions publiques pour mieux gérer l'espace public travaillent de concert.

## CE QU'ILS EN DISENT

Dans le cadre de ce numéro consacré aux squats, nous avons souhaité donner la parole à deux usagers de drogues évacués fin 2011 pour le premier et début 2013 pour le second. Nous les désignerons ici par leurs initiales.

**Pendant combien de temps avez-vous vécu dans un squat ? Pourquoi avez-vous été évacué et par qui ?**

PM

J'ai connu pas mal de squats, j'en ai ouvert moi-même pour que les gens gardent un peu de dignité, car on n'a pas le droit d'imposer sa toxicomanie aux autres. Quand je vivais dans le squat je percevais honte et dégradation, cette folie a été le déclencheur de mon départ.

J'ai été évacué par la police et *Coordination Toxicomanies* pour superviser le déroulement et orienter vers des hébergements.

GS

15 ans de vie de squat en squat et évacué deux fois. On nous évacue parce qu'on dérange : insalubrité, détritus, poubelles, pathologies qui se manifestent comme la tuberculose et hop ils nous évacuent ! Le sésame c'est mes papiers, sans eux je me retrouve à la rue, et

en squat. Aujourd'hui j'ai un hébergement de six mois mais le problème reste mes papiers.

**Que représente cette évacuation pour vous ? Quelles ont été ses conséquences sur votre parcours ?**

PM

J'ai beaucoup travaillé sur moi, ma toxicomanie, mon comportement, mes fréquentations... Pourquoi ce chemin ? J'en ai conclu que c'était les fréquentations... Avec ou sans consommation je suis la même personne.

Avant, j'avais une autre perception des associations. Je voulais m'en sortir seul. En prison, je refusais l'aide psychologique, par crainte que ça se retourne contre moi du fait de mon casier. Puis, un déclic avec une psychologue qui a su m'atteindre avec certains mots. Ça m'a incité à réfléchir, arrêter de boire, travailler, devenir une personne normale comme tout le monde. Comment se fait-il que je n'y arrive pas en dehors de la détention ?

GS

Ça représente beaucoup de choses, me retrouver dans la société des personnes normales, qui ne prennent pas de drogues... Je consomme moins de crack, je

ne suis presque plus dans le 18ème surtout à Porte de la Chapelle.

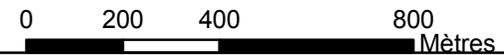
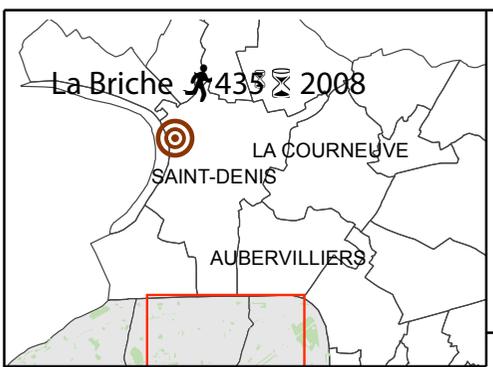
**Où et quand pensez-vous avoir été le mieux aidé ? Pourquoi ?**

PM

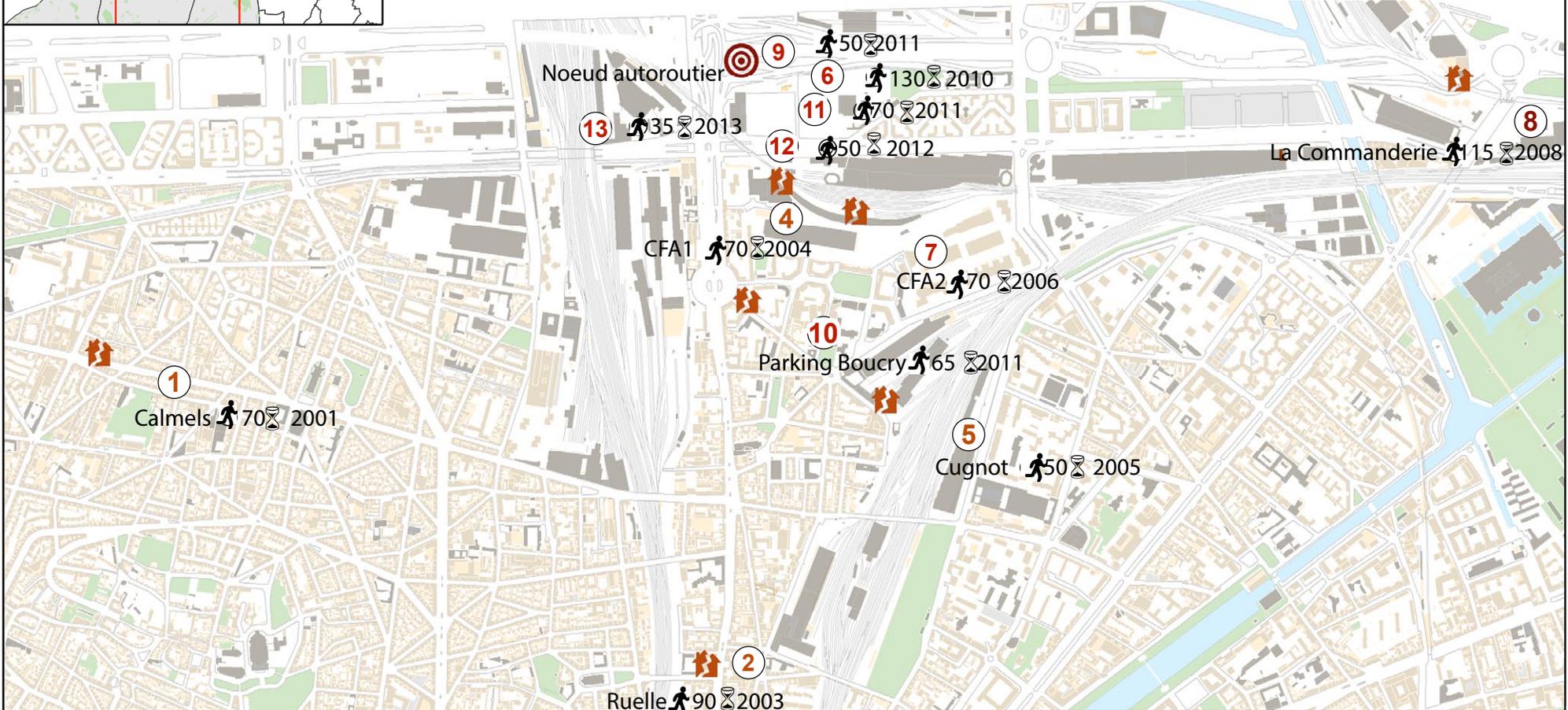
Quand on est dans ces conditions dégradantes venir au rendez-vous c'est un sacrifice, une association a su le saisir, capter où j'en étais, me donner le punch, l'envie. J'avais l'appréhension des structures comme beaucoup. Les rendez-vous ratés pour un caillou, un vendeur... Aujourd'hui je n'ai pas le droit de changer de chemin. Je sais franchement que sans l'évacuation du squat je n'en serais pas là.

GS

Je sens vraiment qu'on s'occupe de nous, on nous écoute, on nous accompagne pour les démarches et tout. Des aides ont été sollicitées dans des associations sans liens avec la toxicomanie ça change ! La main peut être tendue par d'autres que les associations pour toxico. Le parcours est long hélas, mais là, on me téléphone pour me réveiller, aller à mes rendez-vous, donc ça me pousse et pour la 1ère fois aussi on parle d'avocats, de juristes pour m'aider dans mon dossier.



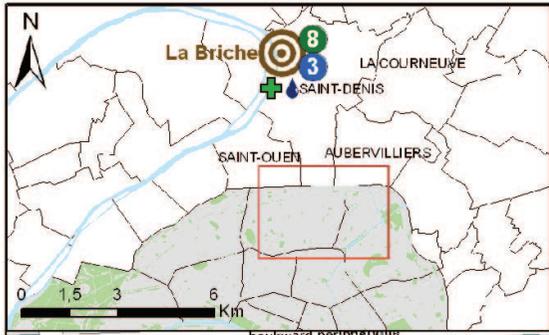
- Squat
- Scène ouverte en activité entre 2008 et 2013
- Nombre maximum des personnes repérées sur le site
- Année de fermeture du squat
- Ordre d'apparition



**Succession des squats de consommateurs de drogues dans le Nord-est parisien (2001-2013)**

Tous droits réservés : Coordination Toxicomanies  
 Mise à jour : 27 - 06 - 2013 (1189)  
 Fonds de carte : Apur  
 Sources de données : Coordination Toxicomanies





**SAINT-DENIS**  
Wilson 2 14

**Actions Coordination Toxicomanies**

- Intervention sur site avec alliance CD
- Pilotage d'une action coordonnée
- Présence/intervention lors de l'évacuation
- Présence lors de l'évacuation et pilotage d'un accompagnement post-évacuation
- Intervention médico-sociale
- Intervention sur salubrité
- Accompagnement judiciaire lors de la procédure d'expulsion

**Nombre d'intervenants extérieurs**

- 2 Acteurs de la RDR impliqués
- 1 Acteurs publics ou privés impliqués

0 100 200 400 Mètres



**Accompagner les consommateurs de drogues évacués des squats :  
coordination des acteurs locaux  
(2001-2013)**

Maître d'ouvrage : COORDINATION TOXICOMANIES 2013 tous droits réservés  
Sources de données : Apur - Coordination Toxicomanies  
Pôle Projets transversaux - Observatoire local des toxicomanies - Date de mise à jour : 25-06-2013 (1089)



## PROFILS D'USAGERS DES CAARUD PARISIENS

Depuis près de dix ans, des consommateurs de drogues s'installent régulièrement et durablement, dans des espaces publics non dédiés à l'habitation dans le Nord-est de Paris. Ces espaces sont utilisés comme lieux de vie et d'activité : habitation, consommation et revente de drogues, prostitution. Malgré de nombreuses tentatives de mettre fin à ces squats, les instances publiques intervenant dans la gestion de ce territoire peinent à y mettre fin de façon durable.

Pour comprendre les raisons de cette récurrence, mais aussi pour enrichir les connaissances des professionnels des CAARUD<sup>1</sup> sur les parcours de vie de ces personnes et plus globalement pour aller plus loin dans la compréhension de la difficulté des politiques publiques à répondre efficacement à cette frange du public des CAARUD, *Coordination Toxicomanies* s'est proposée de réaliser une étude destinée à collecter les récits de vie de consommateurs ou anciens consommateurs de drogues, fréquentant ou ayant fréquenté un des neufs CAARUD parisiens.

La méthodologie d'enquête qualitative telle qu'elle est utilisée en sciences sociales a semblé la plus appropriée pour répondre aux objectifs de ce travail. Ainsi, l'instrument méthodologique utilisé ici est l'entretien / récit de vie. Une quarantaine de personnes ont été rencontrées entre décembre 2010 et avril 2011 dans ce cadre. L'étude s'est déroulée en trois phases :

- Rencontre avec les responsables des neuf CAARUD parisiens et construction des grilles d'entretiens.
- Entretiens avec les professionnels intervenant dans les CAARUD.
- Entretiens et observations avec les usagers ou anciens usagers des CAARUD.

Nous vous présentons ci-dessous les principaux résultats de cette étude.

### Précarité du lien familial

Globalement, l'étude a montré des parcours de vie jonchés de difficultés, notamment familiales, celles-ci n'étant pas toujours liées à une situation économique difficile du milieu d'origine. Les enquêtés sont autant issus de classes populaires qu'aisées et leur niveau d'études varie du primaire au supérieur. Mais tous mettent l'accent sur la précarité de leurs liens familiaux. Leur socialisation s'est généralement effectuée dans des climats perturbés où les relations avec les personnes les plus proches (famille biologique, groupes d'appartenance, etc.) sont traversées d'incompréhensions, de conflits voire d'absences. S'invitant assez tôt dans la vie des usagers rencontrés, la perturbation des liens familiaux a fragilisé leur construction identitaire.

Ainsi, l'ensemble des enquêtés rapporte une séparation d'avec leur environnement familial le plus proche

soit dans leur enfance soit peu après leur adolescence au début de l'âge adulte : adoption, placement en internat, séparation d'avec un parent, ou encore migration.

### Rencontre avec «la drogue»

La rencontre avec le monde des drogues s'effectue globalement de deux façons. Soit à travers une expérimentation de la consommation de drogues, soit à travers leur revente. En effet, une partie des usagers rencontre le monde des drogues par le biais de la délinquance, régulièrement qualifiée de petite dans les premiers temps et souvent pratiquée pour répondre à une extrême précarité consécutive à l'épuisement d'autres stratégies de survie. Une autre partie y entre après avoir essayé une ou plusieurs drogues (cannabis, cocaïne, alcool, etc.) et expérimenté leurs effets. Pour ces derniers, les premières consommations ont souvent eu lieu dans des cadres festifs entre pairs.

### La précarité au quotidien

Concrètement, la vie dans ces situations de précarité s'organise au gré des besoins ressentis et des opportunités qui s'offrent au cours d'une journée. A certaines périodes, seule l'envie de consommer le produit est ressentie. La faim, la soif, le froid, la douleur, ces besoins sont totalement occultés par les effets du produit et le besoin de sa reprise (le «craving»). Mendicité, petits trafics, vols, etc. sont les moyens les plus utilisés pour y répondre, lorsque aucune autre ressource n'est immédiatement disponible.

Il en est de même pour les conditions de logement/hébergement. Là encore, besoins et opportunités déterminent le choix du lieu d'abri pour une ou plusieurs nuits. Parmi les facteurs qui incitent à préférer une solution d'hébergement à une autre, on peut trouver : l'envie d'être seul ou avec d'autres, la présence ou non sur le territoire d'un réseau social ou familial offrant des opportunités de dépannage pour quelques nuits et enfin le temps plus ou moins long passé dans la rue. Un coin de rue paisible, une place en squat pouvant être centrale ou «périphérique» et parfois une «cellule» d'enfermement, sont des endroits utilisés par les usagers pour une ou plusieurs nuits.

### Les CAARUD entre réponses et insuffisances

Du fait de l'accueil inconditionnel qu'ils proposent, les CAARUD constituent souvent les seules structures sociales accessibles aux usagers de drogues vivant des situations de précarité et d'exclusion. Pourtant ils n'y recourent pas systématiquement selon la fois les aléas de leur consommation ou la perception qu'ils peuvent en avoir à un moment donné.

Petit déjeuner, recherche de matériel de consommation, repos, douche et lave-linge, activités culturelles ou encore discussions avec un travailleur social pour des démarches sont les principales raisons de fréquentation des CAARUD.

Cependant, des carences ont été identifiées par cette étude, pouvant aller jusqu'à l'interruption de la fréquentation des CAARUD par certains usagers. C'est par exemple le cas concernant le déficit en accompagnement intensif dont certains usagers nous ont fait part. Il ferait l'objet de demandes parfois non formulées et non formulables pour des usagers éprouvés par de nombreuses tentatives non abouties. Les usagers ne formulent parfois aucune demande auprès des CAARUD, au point, dans certains cas, de ne plus les fréquenter. Mais cette rupture de fréquentation s'expliquerait également, en partie, par la conception qu'ont les professionnels de leurs missions. Accueillir ? Accompagner ? Attendre la demande ou la faire émerger ? Si certains professionnels des CAARUD se perçoivent et se définissent d'abord comme accueillants, insistant ainsi sur la dimension accueil de leurs missions, d'autres ne peuvent dissocier l'accueil de l'accompagnement même s'ils admettent qu'ils comptent parmi leur public des usagers éloignés des voies de l'accompagnement.

### Reprendre sa vie en main

Malgré ces difficultés, certains usagers des CAARUD arrivent à se sortir de leur situation de précarité et d'exclusion. L'analyse montre que l'accompagnement intensif a été pour eux un élément déterminant dans cette sortie. Il s'agit d'un accompagnement quasi quotidien que mettent en œuvre dans certains cas les professionnels des CAARUD. Les contacts permanents, le soutien et l'accompagnement dans les démarches sociales, l'écoute et la poursuite des liens même après l'arrêt de la fréquentation du CAARUD, sont autant de facteurs qui participent à la réussite dans le changement du mode de vie lié aux toxicomanies. L'identification d'un « tuteur de résilience » qui lui assure un appui permanent tout en lui permettant de puiser dans ses propres ressources pour dépasser les situations difficiles est un élément décisif dans le processus de sortie de précarité pour l'utilisateur.

### Conclusion et pistes d'action

L'étude réalisée a permis de pointer une limite dans les politiques de gestion des drogues. Dépasser cette limite revient à accepter, sinon de repenser la rigidité législative entourant l'usage de drogues, tout du moins d'en rouvrir le débat. Il convient également pour cela de :

- Renforcer les contacts et le lien avec les usagers dans leurs lieux de vie ;
- Répondre aux urgences sociales des usagers sans délaisser les réponses à moyen et à long termes ;
- Reconnaître la gestion de la consommation de drogues aux côtés de la substitution et de l'abstinence (sachant qu'à ce jour, la médecine n'offre de solution de substitution qu'aux opiacés) ;
- Maintenir une formation continue de qualité pour les intervenants.

<sup>1</sup> CAARUD = Centre d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des Risques pour Usagers de Drogues

## FORMATION SUR LES INTERVENTIONS POSSIBLES AUPRES DES JEUNES PUBLICS CONSOMMATEURS ET/OU IMPLIQUES DANS LE TRAFIC DE DROGUES

*Coordination Toxicomanies*, sous l'égide la Mission Métropolitaine de Prévention des Conduites à Risques et de la direction de la Prévention et de la Protection de la ville de Paris, a co-animé début juin avec l'équipe de prévention TVAS 17, une action de formation dans le 17<sup>ème</sup> arrondissement.

La démarche a été engagée en février 2013, en réponse à des sollicitations d'habitants et du bailleur social ICF-La Sablière touchés par des conduites à risques addictives et/ou délictuelles de jeunes habitants sur un micro-quartier de l'arrondissement.

Elle a été conçue comme une réponse de prévention, complémentaire à l'intervention d'ordre public déjà existante et a concerné une dizaine de professionnels en relation plus ou moins régulière avec ces jeunes habitants. Parmi eux, des agents d'accueil et de surveillance de la Direction des Espaces verts et de l'Environnement ou des gestionnaires des équipements sportifs de la Direction Jeunesse et Sports.

Des salariés d'ICF-La Sablière et des agents de la ville y sont également associés, afin de partager les informations qui permettront une meilleure compréhension réciproque avec les jeunes dans les espaces publics et renforceront l'accompagnement et l'orientation de ces derniers aux prises avec les activités liées à la circulation de drogues.

Si elle vise à rassurer les professionnels sur la légitimité de leurs interventions, cette démarche les interroge aussi sur le regard porté par les adultes sur la place des jeunes dans les espaces publics. Et l'un de ses éléments importants est le développement de relations positives dans un quartier.

## LE MOT DE LA DIRECTION

Ce dernier trimestre, l'action de notre association a été particulièrement concentrée sur l'évacuation du squat de consommateurs de drogues installés depuis plusieurs mois à la Porte de la Chapelle. Une action de longue haleine a permis de dresser un diagnostic des situations des personnes et de proposer, pour partie d'entre eux, des mesures d'hébergement favorisant la reprise ou l'entrée dans un processus de soins. Cette opération a pu se mettre en œuvre dans le cadre d'une action conjointe avec la Préfecture de Police, la Préfecture de Région et bien sûr la Ville de Paris responsable des espaces publics et en charge de leur gestion.

Enfin, les conséquences de la mise en place des Zones de Sécurité Prioritaires dans le 18<sup>ème</sup> comme dans le 19<sup>ème</sup> arrondissements renforce notre conviction qu'une approche territoriale est un appui à la prise en compte des phénomènes de relégation, que nous comptons bien accompagner dans les mois à venir tant pour ce qui concerne les habitants des quartiers que pour les consommateurs de drogues.

## LA QUALITÉ DE VIE DES HABITANTS EST SOUVENT DÉTERMINÉE PAR L'IMBRICATION DE LEUR LOGEMENT ET DE L'ENVIRONNEMENT.

Ceux de la résidence Valentin-Abeille située impasse Marteau à Paris 18<sup>ème</sup> interpellent l'équipe de la Politique de la Ville. Leurs préoccupations s'articulent autour des sentiments de dévalorisation, d'insécurité et d'inquiétude concernant la résidence.

La suppression de services par leur bailleur (gardien, Local Commun Résidentiel) a affaibli le lien social. Un affaiblissement accentué par l'intrusion de consommateurs de drogues et la proximité d'un petit campement de gens du voyage. Un diagnostic-action pluriel (bailleur, amicale des locataires, ville, *Coordination Toxicomanies*, associations de proximité) a apaisé temporairement ce sentiment de dévalorisation.

Les acteurs de proximité : GRAJAR, Espace Jeunes Charles Hermite et *Coordination Toxicomanies* vont accompagner durant le deuxième semestre de l'année l'idée de favoriser un dialogue inter générationnel pour mieux appréhender la question de la jeunesse et la présence de consommateurs de drogues dans le voisinage.

Dans cet esprit, le squat de la porte de la Chapelle a été évacué le 4 mars dernier. Les 25 personnes sans abri et consommatrices de drogues ont pu être hébergées et progressent dans leur rétablissement soutenues par *Coordination Toxicomanies* et d'autres CAARUD(s).

## OPÉRATION PRÉVENTION PROPRETÉ

Nous avons mené les 24 et 26 avril la deuxième Opération Prévention Propreté qui a réuni les mêmes acteurs que ceux de l'OCNA spéciale de l'an passé dans les 18<sup>ème</sup> et 10<sup>ème</sup> arrondissements et dont l'objectif est de sensibiliser riverains et consommateurs de drogues aux bons gestes pour éviter les risques - notamment au regard du matériel de consommation trouvé en rue.

Nous avons rencontré une quarantaine d'habitants, réceptifs au message de prévention, nous félicitant d'organiser des actions pour eux et les consommateurs de drogues. Ces stands ont permis également d'ouvrir des débats souvent sereins sur l'utilité d'une Salle de Consommation à Moindres Risques et de discuter plus largement du quartier au regard de la présence des drogues.

Nous avons également rencontré une trentaine de consommateurs de drogues, toujours très réceptifs au rappel des bons gestes de Réductions des Risques, et qui ont pu se confronter aux réalités des différents intervenants, notamment les agents de propreté de la ville.

## AGENDA

### JUILLET

Action conjointe avec le recueil social de la RATP concernant le diagnostic de présence des consommateurs de drogues dans le réseau souterrain.

### SEPTEMBRE

Participation aux stands en plein air organisés par l'équipe de développement local de la Goutte d'Or :

**5 septembre**, sur le thème de la médiation sociale.

**10 septembre**, sur le thème de l'accès aux soins et la prévention des addictions.

### 24 OCTOBRE

conseil d'administration de l'association au siège, 46 rue Custine